

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3086>

"Non à la réduction drastique de l'aide alimentaire aux plus démunis !"

- Actualités -

Date de mise en ligne : lundi 26 septembre 2011

Rencontres Sociales

Un communiqué de l' AMGVF [Association des maires des grandes villes de France] face aux derniers arbitrages de la Communauté européenne.

Lors de son bureau du 14 septembre dernier, l'Association des Maires de Grandes Villes de France, présidée par Michel Destot, député-maire de Grenoble, s'est opposée avec force à la réduction drastique du financement du programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD).

Ce programme constitue l'un des piliers de l'organisation de l'aide alimentaire en France et en Europe. Il représente une partie importante du budget des quatre associations caritatives qui en bénéficient : la Croix-Rouge française, la Fédération Française des Banques Alimentaires, les Restos du Coeur, et le Secours Populaire Français.

Ce programme est aujourd'hui remis en cause suite à une décision de la cour de justice européenne et à une contestation juridique de son financement dans le cadre de la Politique Agricole Commune (PAC). Il devrait être amputé de 400 millions d'euros à partir de 2013.

Alors que le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire devrait augmenter de 10% à 15% cette année, que les difficultés économiques et sociales touchent plus fortement les plus démunis, les Maires de grandes villes jugent cette décision incompréhensible et inacceptable. L'AMGVF rappelle que ce programme représente environ 1% du budget de la PAC et concerne 13 millions d'européens.

L'AMGVF demande que ce programme soit sécurisé juridiquement et pérennisé financièrement dans le futur budget communautaire 2014-2020. Le bureau de l'Association a appelé chaque Maire des grandes villes de France à mobiliser ses parlementaires sur la question.